



CGT Finances Publiques Aveyron

CTL du 12 septembre 2013

Déclaration liminaire

Les organisations syndicales CGT, CGT-FO, FSU, Solidaires ont appelé à faire du 10 septembre une journée nationale d'action interprofessionnelle avec grèves et manifestations sur les questions des retraites, de l'emploi, des salaires, des conditions de travail.

1500 personnes, secteur privé, public, retraités, ont manifesté dans les rues de Rodez, 18,70% des personnels de la DDFIP Aveyron étaient en grève dont 28,45% pour la seule catégorie C.

Au delà de ces quelques chiffres, la mobilisation de 370 000 salariés dans près de 200 rassemblements et manifestations démontre que les salariés et une majorité de la population de notre pays refusent une capitulation face aux exigences des marchés financiers qui veulent affaiblir, puis détruire notre système de retraite par répartition.

La mobilisation d'aujourd'hui vient confirmer les sondages d'opinion de ces derniers jours pour exiger une autre réforme : 7 français sur 10 estiment que le projet des retraites va plutôt dans la mauvaise direction (sondage CSA) et plus d'un sur deux (56%) déclare soutenir la mobilisation (enquête Harris interactive).

Salariés, privés d'emploi, jeunes, retraités, nous avons toutes les raisons d'agir ensemble dans l'unité la plus large.

Créer des emplois en relançant la croissance, en augmentant les salaires et en finançant les retraites et la Sécurité sociale c'est possible !

Pour y parvenir, la CGT développe des propositions revendicatives claires, réalistes et profitables à tous, jeunes comme retraités.

Car cette rentrée est marquée par l'inquiétude pour nous-mêmes et pour nos jeunes, par l'insatisfaction et la colère qui se manifestent dans de nombreuses luttes pour les salaires, l'emploi, les missions de service public. Sur les grandes questions qui touchent à notre vie, notre travail, notre avenir, c'est encore et toujours le Medef qui donne le ton. Ainsi, les annonces gouvernementales sur la réforme des retraites sont dans la continuité des précédentes réformes.

Nous sommes toujours dans la logique du « travailler plus pour gagner moins » en détruisant les perspectives de retraite pour les jeunes, en accentuant les inégalités hommes/femmes, en augmentant systématiquement la durée de cotisation, en réduisant d'autant le montant des retraites. Une logique qui n'a qu'un seul but : dégrader la couverture sociale générale pour offrir aux assurances privées, à leurs actionnaires, à la spéculation, la masse financière « scandaleusement sociale » représentée par les cotisations obligatoires.

C'est la revanche tant attendu du patronat après les politiques mises en œuvre à la Libération en faveur de la population.

Pourtant, de nombreux économistes reconnaissent aujourd'hui que les mesures d'austérité prônées par les gouvernements européens au nom de la compétitivité et de la réduction de la dette, renforcent la crise et nous privent des ressorts pour en sortir.

- Moins de salaires, c'est moins de pouvoir d'achat, moins de consommation alors que celle-ci intervient pour plus de 40 % dans la croissance.

Site de la section accessible par INTERNET et ULYSSE : <http://www.financespubliques.cgt.fr/12/>
Contact : cgt.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr

- Moins de dépenses sociales, c'est un accès aux soins courants plus difficile, c'est des pensions rabotées et des retraités qui se serrent la ceinture.

- Moins de dépenses publiques, c'est moins d'emplois utiles pour éduquer, soigner, assurer la sécurité, garantir la justice, faire de la recherche, aménager le territoire, développer et entretenir les réseaux et les infrastructures utiles à tous...

La vraie justice sociale, c'est de répondre aux revendications des salariés et aux besoins de la population et non d'écouter les jérémiades du Medef. Pour la CGT, les dogmes de la réduction des déficits publics et de la baisse du « coût du travail » ne conduisent qu'à approfondir la crise et à poursuivre les politiques contre lesquelles nous avons voté en 2012.

Plus que jamais il nous faut mettre en avant la nécessité d'un nouveau partage des richesses et arrêter la machine infernale qui lamine les garanties sociales depuis 30 ans et procède à un réel détournement de fonds au profit de quelques uns et au détriment des populations.

Par ailleurs, on ne peut faire cette déclaration liminaire sans dénoncer les annonces de la démarche stratégique, qui rentre elle aussi dans cette même logique destructive.

A l'occasion du Comité Technique de Réseau (CTR) du 9 juillet, le Directeur Général a présenté le nouveau plan de démantèlement de la DGFIP sur les six années à venir.

A l'approche du 14 juillet, M BEZARD communique à grands coups d'artifices : vidéo, chat, plaquette pour les personnels, mobilisation de l'encadrement...dans l'attente de la célèbre boîte à outils.

Une nouvelle fois notre administration et ses agents sont une cible majeure de la politique d'austérité gouvernementale mise en œuvre sur injonction des institutions européennes.

Cette politique d'austérité qui ravage l'Europe et ses peuples dans l'unique but de satisfaire les appétits financiers des actionnaires et du patronat prend à la DGFIP le nom de démarche stratégique. Placée sous le joug de la modernisation de l'action publique (MAP) et de l'acte III de la décentralisation, elle fait l'objet d'une impulsion vigoureuse de la part du Directeur général qui entend faire rentrer les syndicats dans le moule de ses projets régressifs.

Or, la démarche stratégique c'est :

- la poursuite et l'amplification des suppressions d'emplois,
- les regroupements de services afin de faire des économies d'échelle sans la moindre préoccupation des attentes des usagers, des impératifs de justice fiscale et de lutte contre la fraude. Dans notre département c'est notamment la mort assurée des trésorerie de proximité ;
- le projet affirmé de se débarrasser de certaines missions comme la gestion des organismes HLM , la tenue du plan cadastral ou les évaluations domaniales ;
- la remise en cause des garanties nationales des personnels et plus particulièrement celles liées au droit à mutation, le but étant de laisser les directeurs locaux disposer des agents en fonction des contraintes des services liées à la poursuite des suppressions d'emplois. In fine c'est la déconcentration de la gestion des agents qui est à l'ordre du jour ;
- la réduction drastique des moyens de fonctionnement ;
- la réduction des plans de qualifications qui s'ajoute au blocage de nos rémunérations...

La journée du 10 septembre n'est qu'une étape, mais la mobilisation des personnels en particulier dans nos services montre notre détermination à contrer les politiques de démantèlement des garanties sociales et des services publics.